

**Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées
en faveur du développement du commerce des
pays les moins avancés**

REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTEGREES
EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE
DES PAYS LES MOINS AVANCES

Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour le
renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en vue d'aider
les pays les moins avancés dans leurs activités
commerciales et liées au commerce

I. HISTORIQUE

1. A leur première Conférence, qui a eu lieu à Singapour en décembre 1996, les Ministres des Etats Membres de l'OMC ont adopté le Plan d'action global et intégré de l'OMC en faveur des pays les moins avancés qui "envisage une coopération plus étroite entre l'OMC et les autres organismes multilatéraux qui aident les pays les moins avancés" dans le domaine du commerce.¹ Conformément au Plan d'action visant à améliorer la capacité globale des pays les moins avancés de relever les défis et de profiter des possibilités offertes par le système commercial, les secrétariats de l'OMC, de la CNUCED et du CCI ont convenu, en collaboration avec le personnel du FMI, de la Banque mondiale et du PNUD, qu'un cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en vue d'aider les pays les moins avancés dans leurs activités commerciales et liées au commerce, et pour l'amélioration de la capacité d'offre, devrait être élaboré et mis en oeuvre au cas par cas pour répondre aux besoins identifiés par chacun des pays les moins avancés dans le domaine du commerce.

II. OBJECTIFS DU CADRE INTEGRE

2. L'objectif du Cadre intégré est d'accroître les avantages que les pays les moins avancés tirent de l'assistance technique liée au commerce qui leur est fournie par les six organisations associées à l'élaboration du Cadre², ainsi que par d'autres sources multilatérales, régionales et bilatérales, en vue de les aider à élargir leurs possibilités commerciales, à répondre aux exigences du marché et à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Le Cadre a pour objet:

- a) d'assurer que les activités d'assistance technique liées au commerce soient organisées en fonction de la demande des pays les moins avancés et répondent efficacement à leurs besoins individuels. Il convient donc de tenir compte des différences existant entre les niveaux de développement et les structures économiques des pays, de leurs

¹Document de l'OMC WT/MIN(96)/14, daté du 7 janvier 1997.

²Les six organisations auxquelles la présente note fait référence à différentes reprises sont la Banque mondiale, le CCI, la CNUCED, le FMI, l'OMC et le PNUD.

caractéristiques physiques comme leur situation géographique (par exemple, pays sans littoral, îles) et d'autres facteurs qui conditionnent la capacité de ces pays à répondre, au niveau de l'offre, aux signaux du marché et aux initiatives proposées. Les activités relevant du Cadre intégré seront en général organisées à l'échelon national, mais elles pourront, s'il y a lieu, être menées aux niveaux régional ou sous-régional.

- b) d'accroître le contrôle exercé par chacun des pays les moins avancés sur les activités d'assistance technique liées au commerce qui sont organisées. Il s'agit là d'une caractéristique fondamentale du Cadre. La coordination de la mise en oeuvre et de la surveillance des activités relevant du Cadre intégré à l'échelon national sera principalement assurée par le pays concerné;
- c) de permettre à chaque organisation participante d'être plus efficace et plus performante lorsqu'elle met sur pied des activités d'assistance technique liées au commerce. Le Cadre permettra à chaque organisation d'élaborer et d'ajuster ses mesures en fonction des besoins des pays les moins avancés, compte tenu de tous les renseignements existants sur les besoins spécifiques de chaque pays et sur les activités en cours ou à l'état de projets des autres organisations concernant le domaine de l'assistance technique liée au commerce. Les activités menées dans ce domaine par toutes les organisations pourront ainsi être convenablement coordonnées, programmées et synchronisées;
- d) de réexaminer régulièrement les activités d'assistance technique liées au commerce menées dans les différents pays les moins avancés, d'évaluer périodiquement leur capacité à répondre aux besoins des pays, d'étudier l'évolution de ces besoins et d'adapter en conséquence le programme des activités;
- e) de fournir des renseignements complets sur les besoins spécifiques de chacun des pays les moins avancés et sur les activités d'assistance technique liées au commerce des six organisations participantes aux autres organisations intergouvernementales compétentes aux niveaux multilatéral et régional, aux partenaires bilatéraux de développement et au secteur privé.

3. Le Cadre intégré tire profit de l'expérience acquise dans le cadre de programmes connexes actuellement mis en oeuvre par les six organisations participantes. Il convient en particulier de noter que le CCI, la CNUCED et l'OMC travaillent en collaboration à l'exécution d'un programme intégré d'assistance technique pour l'Afrique portant notamment sur la question des capacités d'exportation. Les activités menées dans le cadre de ce programme à l'intention de différents pays africains appartenant au groupe des pays les moins avancés seront rattachées au Cadre intégré.

III. ELEMENTS DU CADRE INTEGRE

4. Les activités d'assistance technique liées au commerce comprennent notamment³:

- a) le renforcement des capacités institutionnelles en vue de traiter les questions de politique commerciale (il s'agit, par exemple, d'aider les pays les moins avancés à accéder à l'OMC, de renforcer les capacités en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre une politique commerciale conforme aux obligations de l'OMC; de chercher à accroître la coordination entre les services gouvernementaux compétents; d'établir une "capacité centrale" responsable des questions commerciales au sein d'un ministère chef de file

³La liste de questions ci-jointe donne un aperçu de la gamme des activités d'assistance technique liées au commerce qui relèvent du Cadre intégré.

et de mettre en place, dans les différents pays les moins avancés, une "capacité de réflexion" chargée de procéder à une étude stratégique des questions commerciales; de renforcer la capacité des pays à participer au système commercial multilatéral, et notamment à mettre en oeuvre et à respecter leurs obligations et engagements; d'avoir accès aux renseignements utiles pour négocier sur des questions commerciales, traditionnelles ou nouvelles);

- b) l'accroissement des capacités d'exportation (il s'agit, par exemple, de consolider le cadre politique pour faciliter la libéralisation du commerce; d'améliorer la compétitivité des entreprises; d'augmenter l'investissement (y compris l'investissement étranger direct) dans les secteurs productifs; d'éliminer les éléments qui bloquent l'augmentation de la production de biens et de services exportables, notamment en mettant en place les infrastructures nécessaires; d'aider les pays les moins avancés à exploiter de nouveaux débouchés);
- c) le développement des services de soutien au commerce (ce domaine recouvre par exemple l'efficacité commerciale, y compris la facilitation des échanges et l'accès aux crédits commerciaux; le soutien aux entreprises, y compris l'accès aux informations commerciales, l'utilisation des technologies de l'information, l'adaptation/la mise au point de nouveaux produits, des conseils sur les normes, l'emballage, le contrôle de la qualité, la commercialisation et les réseaux de distribution; la représentation commerciale; le fonctionnement des organismes de promotion des échanges commerciaux; l'amélioration de la gestion des achats et des approvisionnements au niveau international; la promotion du commerce des services);
- d) le renforcement des capacités de facilitation des échanges (il s'agit, par exemple, de moderniser et de réformer les services douaniers et d'autres organismes gouvernementaux intervenant dans les opérations commerciales, de simplifier les formalités d'exportation et d'importation);
- e) la formation et la mise en valeur des ressources humaines. Ces activités occuperont une place importante dans chacun des quatre domaines susmentionnés; et
- f) une aide à la création d'un cadre général réglementant les questions liées au commerce qui encourage le commerce et l'investissement.

5. Le Cadre intégré comporte les étapes et procédures suivantes:

Evaluation des besoins

- a) Les activités d'assistance technique liées au commerce seront fondées sur l'évaluation des besoins établie par chacun des pays les moins avancés.⁴ C'est aux pays concernés qu'il incombe de procéder à l'évaluation de leurs besoins et, à cet effet, ils sont encouragés à faire participer activement le secteur privé à ce processus. Les pays les moins avancés peuvent demander de l'aide pour mener à bien l'évaluation de leurs besoins. Si une telle demande est adressée à l'une des six organisations participantes, celle-ci fera en sorte d'y répondre aussi rapidement que possible et fournira elle-même l'aide demandée ou indiquera une autre source appropriée.

⁴On trouvera en annexe une liste indicative de questions destinée à aider chacun des pays les moins avancés à établir une évaluation globale de ses besoins.

- b) Chacun des pays les moins avancés est encouragé à désigner comme agent de liaison un haut fonctionnaire appartenant à un ministère compétent, qui sera chargé de coordonner la préparation de l'évaluation initiale des besoins et de suivre ultérieurement l'évolution des besoins du pays (ainsi que de coordonner la mise en oeuvre et la surveillance du programme concernant son pays: voir l'alinéa 1) du paragraphe 5 ci-dessous).
- c) S'il en fait la demande, l'agent de liaison devrait être aidé dans sa tâche par les bureaux extérieurs du PNUD ou de la Banque mondiale, ou par d'autres organisations intergouvernementales menant, au niveau local, des activités d'assistance technique liées au commerce (y compris, le cas échéant, des organisations autres que les six organisations mentionnées au paragraphe 1).⁵ Lorsqu'une aide de ce genre ne peut pas être fournie au niveau local, le pays concerné est encouragé à étudier avec les six organisations participantes la possibilité d'obtenir cette aide par d'autres moyens.

Réponse des six organisations participantes

- d) Lorsqu'il aura été procédé à l'évaluation des besoins, les membres du personnel des six organisations se concerteront, et prendront également l'avis des fonctionnaires des pays les moins avancés concernés, en vue de déterminer comment réaliser et programmer les activités d'assistance technique liées au commerce de façon à répondre aux besoins identifiés de la manière la plus efficace et la plus constructive possible, et de convenir provisoirement d'un programme d'activités d'assistance technique liées au commerce qui puisse être exécuté compte tenu du mandat, des ressources et des compétences respectives des organisations.

Tables rondes par pays

- e) Les résultats de cette consultation initiale seront publiés et distribués⁶, accompagnés de l'évaluation finale des besoins du pays concerné. Avec l'aide du conseiller local et/ou des six organisations participantes, s'il en fait la demande, ce pays fixera la date d'une table ronde au cours de laquelle il présentera les conclusions de l'évaluation de ses besoins et proposera un calendrier pour l'exécution de projets d'assistance technique liée au commerce visant à répondre à ces besoins, en indiquant ceux pour lesquels il a reçu des offres, fermes ou provisoires, d'assistance technique. Il lui incombera de désigner le président de la table ronde, ainsi que les organisations intergouvernementales, les partenaires bilatéraux de développement et les membres du secteur privé (y compris, le cas échéant, des organisations non gouvernementales) qu'il souhaite inviter à participer à la table ronde. Dans la mesure du possible, les tables rondes entreront dans le cadre des travaux des réunions des groupes consultatifs

⁵L'évaluation des besoins est un processus qui s'inscrit dans la durée et auquel le pays bénéficiaire doit parfois consacrer beaucoup de temps et d'énergie. Elle suppose une connaissance précise et approfondie des problèmes rencontrés, des formules et des solutions adoptées ailleurs qui ont donné de bons résultats et de l'assistance technique disponible. Elle exige la communication de renseignements actualisés aux parties intéressées, la tenue d'un répertoire des projets d'assistance technique liés au commerce et la coordination de ces projets sur le terrain. Un conseiller local permanent peut aider un pays intéressé à accomplir ces tâches, ce qui serait considéré par les organisations participantes comme un moyen de renforcer les capacités à long terme au niveau national.

⁶Chaque organisation décidera des voies appropriées de distribution à ses membres. Au sein de l'OMC, cette distribution se fera par l'intermédiaire du Comité du commerce et du développement.

de la Banque mondiale et des tables rondes du PNUD consacrées aux différents pays concernés.

- f) Sous réserve des ressources disponibles, la table ronde offrira la possibilité d'approuver un programme d'activités d'assistance technique liées au commerce qui sera mis en oeuvre par pays, sur plusieurs années, et de désigner des organismes de mise en oeuvre/d'exécution, qui pourront être choisis parmi des organisations intergouvernementales autres que les six organisations participantes, des partenaires bilatéraux de développement et, le cas échéant, des membres du secteur privé. Les partenaires de développement d'un pays concerné pourront également à cette occasion faire part de leur désir de financer et/ou de fournir une assistance technique et des compétences techniques pour aider à la réalisation de certains éléments du programme. Les résultats de la table ronde seront publiés. Dans la mesure du possible, ils devraient être incorporés dans les documents relatifs à la Stratégie d'aide aux pays de la Banque mondiale et dans la Note de stratégie de pays du PNUD.

Coordination entre les six organisations participantes

- g) Les six organisations travailleront en étroite coordination pour appliquer le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce aux pays les moins avancés. Un système de communication clair sera établi entre les organisations à cet égard⁷, afin d'assurer l'échange régulier d'informations en rapport avec les activités menées au titre du Cadre intégré et de faciliter l'accès des pays les moins avancés aux ressources des six organisations. Une coordination interorganisations permettra aux organisations d'éviter tous chevauchements et doubles emplois, ainsi que de programmer et synchroniser convenablement l'assistance technique liée au commerce fournie à chacun des pays les moins avancés.
- h) Les six organisations veilleront à ce que toutes les activités d'assistance technique liées au commerce qu'elles mènent, individuellement ou en collaboration avec d'autres organisations, soient dûment coordonnées avec le programme par pays appliqué au titre du Cadre intégré. L'organisation conjointe des activités, entre plusieurs organisations participantes, sera vivement encouragée.
- i) Dans les cas où des besoins communs à un grand nombre de pays les moins avancés (par exemple thématiques ou régionaux) pourront être identifiés, les six organisations devraient se concerter pour élaborer des programmes d'assistance technique appropriés afin de répondre à ces besoins. Un ensemble d'activités centrales d'assistance technique pourrait ainsi être assuré sur demande, de manière flexible et dans les moindres délais.

Financement

- j) Chacune des six organisations financera à l'aide des ressources dont elle dispose les activités d'assistance technique liées au commerce dont elle est responsable dans le cadre des programmes par pays, ou, si besoin est, essaiera d'obtenir un financement additionnel pour ces activités avec le soutien actif du pays concerné. Dans les cas où il faudra des ressources en sus de celles qui sont actuellement dégagées pour les activités d'assistance technique liées au commerce, ces ressources pourront être mobilisées aux niveaux bilatéral et multilatéral et provenir de sources traditionnelles comme non

⁷Au sein de l'OMC, le Directeur de la Division de la coopération technique et de la formation centralisera toutes les activités liées au Cadre intégré.

traditionnelles. Les programmes dont il est question à l'alinéa i), plus vastes par nature que les programmes par pays, pourraient être présentés collectivement à des fins de financement à la communauté donatrice, soit par les voies existantes soit à l'occasion de réunions spéciales.

Mise en oeuvre et surveillance

- k) Chacune des six organisations devra convenir avec le gouvernement de chacun des pays les moins avancés concernés les modalités spécifiques et l'échéancier de ses activités d'assistance technique liées au commerce.
- l) C'est essentiellement au pays concerné qu'il incombera de coordonner la mise en oeuvre et la surveillance des activités d'assistance technique liées au commerce menées au titre du Cadre intégré. A cet égard, il pourra demander, si besoin est, l'aide des six organisations participantes, par exemple afin d'établir et tenir une base de données pour les activités d'assistance technique liées au commerce actuellement menées dans ce pays.

Réexamen et évaluation des programmes par pays

- m) La mise en oeuvre de chaque programme par pays d'activités d'assistance technique liées au commerce devra être réexaminée et évaluée régulièrement (généralement chaque année) par le personnel des six organisations participantes et par les fonctionnaires des pays les moins avancés concernés. Un calendrier pour les réexamens et évaluations devra figurer dans le programme par pays. Il sera rendu compte des résultats aux réunions des groupes consultatifs de la Banque mondiale et aux tables rondes du PNUD consacrées aux différents pays concernés, ou aux réunions spéciales organisées périodiquement pour réexaminer le programme par pays et, si besoin est, pour l'adapter et l'actualiser, par exemple au vu de l'évolution des besoins du pays concerné (ces réunions spéciales seraient organisées de la même manière que les tables rondes initiales décrites à l'alinéa e) du paragraphe 5). Les partenaires de développement de chacun des pays les moins avancés seraient associés au réexamen et à l'évaluation du programme par pays dans ce contexte. Dans les cas où cela serait jugé nécessaire, une évaluation externe d'un programme par pays pourrait être décidée à ces occasions.⁸

Tenue et publication d'un répertoire central

- n) Les six organisations participantes devront tenir et publier une base de données intégrée, par pays, pour les activités d'assistance technique liées au commerce qu'elles mènent au titre de ce cadre intégré.

6. Le fonctionnement de ce cadre intégré sera réexaminé par les six organisations participantes au bout de deux ans à la lumière des enseignements tirés et en tenant compte des vues des divers pays les moins avancés où il a été appliqué. Pour procéder à ce réexamen, il sera demandé aux autres partenaires de développement des pays les moins avancés de faire connaître leurs vues. Un rapport sur les résultats de ce réexamen sera mis à la disposition des Etats membres de la CNUCED et des Membres de l'OMC par les voies appropriées.

⁸Chaque organisation prendra les dispositions nécessaires pour tenir ses membres informés des résultats des travaux d'évaluation visés à cet alinéa. Au sein de l'OMC, des rapports seront présentés au Comité du commerce et du développement.

LISTE DE QUESTIONS POUR L'EVALUATION DES BESOINS DE
COOPERATION TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE

La liste ci-après a été établie dans le cadre des préparatifs en vue de la réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés que les participants à la Conférence ministérielle de l'OMC, tenue en décembre 1996, ont prévu d'organiser. La réunion de haut niveau aura lieu à Genève les 27 et 28 octobre 1997.

Cette liste est destinée à permettre aux gouvernements des pays les moins avancés de préparer plus facilement l'évaluation de leurs besoins en matière de coopération technique liée au commerce, selon le schéma ci-après.

L'objectif visé est d'obtenir une appréciation globale des besoins de coopération technique des pays les moins avancés pour les questions liées au commerce, c'est-à-dire, en substance, l'assistance technique et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, tant dans l'immédiat qu'à plus long terme. Les résultats de cette évaluation des besoins serviront à mettre au point un cadre cohérent et intégré dans lequel s'inscrira l'aide extérieure destinée à soutenir les activités liées au commerce des pays les moins avancés à tous les niveaux, et notamment à aider ces pays à améliorer leur capacité d'offre. Ce cadre sera l'un des principaux éléments qui seront examinés à la réunion de haut niveau en octobre; il est également prévu de l'utiliser à cette réunion pour mettre en oeuvre un programme cohérent et intégré de coopération technique liée au commerce afin de répondre aux besoins des différents pays les moins avancés.

Si l'on attend des pays les moins avancés qu'ils procèdent eux-mêmes à l'évaluation de leurs besoins de façon que le processus dans son ensemble soit bien guidé par la demande, il est entendu que les six organisations internationales les plus étroitement associées à l'organisation de la réunion de haut niveau (la Banque mondiale, le Centre du commerce international, la CNUCED, le Fonds monétaire international, l'OMC et le PNUD) apporteront aux gouvernements des pays les moins avancés qui en feront la demande *une aide pour évaluer leurs besoins*. Les demandes d'assistance de ce type doivent être adressées au Directeur de la Division du développement du Secrétariat de l'OMC, qui les transmettra aux cinq autres organisations.

La liste de questions comprend les grandes rubriques suivantes:

- A. Politique commerciale
- B. Obstacles/entraves aux efforts d'expansion du commerce déployés par les PMA:
 - i) Contraintes au plan de l'offre
 - problèmes liés à l'infrastructure matérielle, par exemple transports intérieurs, transports maritimes, transports aériens, ports, entreposage, télécommunications, etc.;
 - problèmes liés à la capacité institutionnelle, y compris le contrôle de la qualité;
 - insuffisance de l'investissement, intérieur et étranger.
 - ii) Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

iii) Sur les marchés étrangers

- lacunes en matière d'information commerciale;
- problèmes d'accès aux marchés;
- problèmes de commercialisation/distribution;
- autres problèmes sur les marchés d'exportation.

C. Assistance technique

i) Besoins d'assistance technique

ii) Nouvelles techniques d'information/de communication

LISTE DE QUESTIONS

A. Politique commerciale

- a) Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?
- b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?
- c) Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?
- d) Quels sont les Ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des Ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?
- e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?
- f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en oeuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.
- g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.
- h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: Quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? Quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? Quelles sont les prescriptions en matière de licences? etc.; Quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? Existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes "intérieures" dont le taux est différent pour les produits importés, ou pour des types de produits principalement importés?).
- i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?
- j) Le cadre de l'OMC est-il familier:
 - aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?
 - au secteur privé?
- k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?
- l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique (par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques

antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC)?

- m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence et le commerce et l'environnement?

B. Obstacles à l'expansion du commerce

Les obstacles au commerce, y compris les problèmes sur les marchés d'exportation, l'infrastructure, les capacités humaines, les blocages institutionnels, les problèmes de financement du commerce et les lacunes en matière d'information commerciale, peuvent empêcher un PMA de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.

Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels

- a) Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue *d'exportation* de marchandises et de services (par exemple facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?
- Les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?
- b) Y a-t-il des blocages *institutionnels* susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:
- i) ressources humaines
 - ii) gestion de l'institution
 - iii) ressources financières et matérielles
 - iv) communication
- c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la *diversification des exportations*?
- d) Si l'*investissement* dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).

- e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?
- f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.
- g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

La promotion des échanges commerciaux comprend un ensemble intégré de services techniques et financiers destinés à renforcer la compétitivité globale des *entreprises* et à faciliter ainsi leur accès et leur participation accrue au commerce international.

- h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?
- i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?
- j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?
- k) A quels problèmes, autres que ceux qui concernent la politique commerciale, pensez-vous être confronté si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple logiciels, tourisme)?
- l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple le conseil de promotion des échanges commerciaux, la chambre de commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?
- m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?
- n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine?
- o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences?
- p) Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?

- q) Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien.

Accès aux marchés

- r) Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?
- s) Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus vos exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?
- t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Etes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?
- u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.
- v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?

C. Assistance technique

L'assistance technique est normalement offerte aux pays en développement et aux pays les moins avancés pour constituer ou renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, leur fournir des renseignements commerciaux et un soutien juridique lié au commerce, et améliorer leur capacité d'offre afin qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans le domaine des échanges multilatéraux.

- a) Dans la mesure où ce type de renseignements est facilement disponible, pouvez-vous indiquer brièvement quelle assistance liée au commerce vous avez reçue au cours des cinq dernières années de sources bilatérales et multilatérales et quels projets/programmes sont actuellement envisagés dans ce domaine?
- b) Veuillez résumer vos besoins d'assistance technique et autres en vous inspirant de la présente liste de questions. Veuillez les classer par ordre de priorité.
- c) Si vous considérez les renseignements que vous avez pu fournir jusqu'ici en réponse aux questions figurant dans la présente liste, quels types de renseignements vous paraissent manquer encore ou pouvoir être affinés? Auriez-vous besoin d'une assistance technique pour fournir les renseignements manquants?
- d) Votre pays dispose-t-il de la capacité technologique et des ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-Rom, Internet, etc.? De quelle assistance auriez-vous besoin pour que votre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la formation et, sur un plan plus général, dans celui du développement des échanges commerciaux?